Patrick Doutreligne,
ancien président de l'Uniopss

« L'Uniopss garde une place incontournable dans le monde de la solidarité. »

Président de l'Uniopss durant sept ans, Patrick Doutreligne a dû se mettre en retrait pour des raisons personnelles, même s'il reste administrateur de l'Union. Celui-ci dresse un bilan positif de son mandat, tout en rappelant les nombreux défis restant à relever dans les prochaines années…

Union Sociale : Vous avez assumé pendant sept ans la présidence de l'Uniopss. Quel bilan global tirez-vous de cette période très riche ?

Patrick Doutreligne : L'un des principaux défis que nous avons eu à relever avec le Conseil d'administration a été l'adaptation de notre réseau à la réforme territoriale de 2015 qui réduisait le nombre de régions. Afin d'être en phase avec la nouvelle organisation administrative française, nous avons dû diminuer le nombre des Uriopss. Cette transformation ne s'est pas faîte sans difficultés, en particulier pour les unions régionales ayant vocation à fusionner. Elle s'est également doublée d'une perte d'adhérents et d'une diminution des cotisations pour le Réseau Uniopss-Uriopss, ce qui n'a pas été simple à gérer. Il a fallu également pallier une perte de proximité avec le terrain. Mais nous avons tout de même réussi à sortir par le haut. La modification des statuts nous a permis d'améliorer notre gouvernance. Désormais, toutes les Uriopss ont vocation à apporter leur contribution dans les choix stratégiques du Réseau. Tout ceci enrichit considérablement nos modes de fonctionnement. La deuxième grande avancée durant ces sept années de mandat a été le renforcement de la place de l'Uniopss dans le secteur de l'exclu-

sion. Dès mon élection en effet, j'ai beaucoup milité pour que l'action de notre Union ne se limite pas au sanitaire et au médico-social, même si nos adhérents sont nombreux dans ces domaines. Il a fallu donner une nouvelle impulsion au Collectif ALERTE qui avait besoin de fonctionner avec une Uniopss plus dynamique. Cette stratégie nous a permis de jouer un vrai rôle dans l'élaboration de la Stratégie de lutte contre la pauvreté, mais également d'être présent dans les travaux qui se préparent au sein du Conseil national de la refondation. J'ai également souhaité que l'Uniopss s'inscrive dans une plus grande transversalité, en investissant des champs dans lesquels notre Union était insuffisamment présente. C'est la démarche que nous avons poursuivie en participant notamment à la création du Pacte du pouvoir de vivre, qui tente de concilier des préoccupations écologiques, sociales et du monde du travail.

Union Sociale : Durant cette période également, l'Uniopss a dû traverser un certain nombre d'épreuves…

Patrick Doutreligne : Les années de crise sanitaire ont été en effet très complexes à gérer. Nous avons dû repousser deux fois notre Congrès, ce qui nous seulement nous a fait perdre de nombreuses recettes, mais également nous a empêchés, pendant plusieurs années, de faire entendre la voix des associations que nous représentons. Ce grand moment de mobilisation collective, qui est une véritable boussole pour notre Union, nous a profondément manqué dans un contexte politique complexe, marqué par l'absence de prise en compte de la voix des associations dans le dialogue avec les pouvoirs publics. Pourtant, durant cette période, notre Union a su faire preuve d'une incroyable capacité de résilience. La mobilisation des salariés durant la crise a eu une valeur inestimable pour de nombreux adhérents nationaux et locaux. Notre lettre électronique quotidienne leur a permis d'être informés presque en temps réel des changements réguliers de protocoles, alors que l'information avait tant de mal à circuler du côté des pouvoirs publics. Notre contact régulier avec le terrain nous a aussi offert la possibilité de rendre compte des difficultés des associations en première ligne. Durant cette période, l'Uniopss a rappelé à ceux qui en doutaient, sa place incontournable dans le monde de la solidarité. Cette action très marquante a été autant saluée par les associations que par les pouvoirs publics.

Union Sociale : La crise sanitaire a mis en lumière certaines problématiques récurrentes pour les associations, notamment les pénuries de personnels…

Patrick Doutreligne : Si cette problématique de pénurie de personnels est présente depuis de nombreuses années, la crise sanitaire n'a fait qu'aggraver le phénomène. Les différentes vagues ont conduit de nombreux professionnels à quitter le secteur, ce qui mécaniquement a impacté les conditions de travail de ceux encore présents. Dans le même temps, nous avons assisté à un profond déficit d'attractivité de nos secteurs, notamment chez les jeunes. Les pouvoirs publics n'ont sans doute pas pris la mesure de l'état catastrophique dans lequel se trouve le secteur de la solidarité et considère que celui-ci va se réguler tout seul. Ces derniers soutiennent d'autre part un mouvement de « désinstitutionnalisation » qui vise uniquement à réaliser des économies. Cette tendance est très dangereuse car elle a un impact direct sur la qualité de l'accompagnement. L'un des leviers pour mettre fin à cette pénurie est de miser sur la revalorisation des personnels. Si des efforts ont rapidement été réalisés pour le personnel sanitaire à la suite du Ségur de la santé, les professionnels du médico-social ont longtemps été les grands oubliés de ces augmentations de salaire. Nous nous sommes beaucoup battus aux côtés de Pascal Brice, président de la Fédération des acteurs de la solidarité, pour qu'eux aussi bénéficient de ces 183 euros mensuels supplémentaires, ce qui était loin d'être acquis au départ. Certes tout n'est pas parfait aujourd'hui et certains professionnels ne sont toujours pas concernés, mais sans l'action de l'Uniopss, nous serions encore très loin du compte.

© Michel Le Moine

En parlant d'une même voix malgré nos différences, nous donnons à ceux qui nous dirigent le sentiment que la société civile est en mouvement et nous pouvons avoir une vraie influence sur les grandes orientations de notre pays.

Union Sociale : Quelles sont vos déceptions, ou à défaut vos regrets, durant ces 7 années d'exercice ?

Patrick Doutreligne : Si je devais avoir un regret, c'est de ne pas avoir permis à l'Uniopss d'être mieux identifiée par le grand public. Je reste en effet persuadé que c'est en prenant à témoin l'ensemble des citoyens pour défendre la solidarité dans notre pays que l'on arrive à peser sur les pouvoirs publics. Pour atteindre cet objectif, j'avais envisagé un changement de nom de l'Union pour plus de visibilité, mais le manque de temps et la crise sanitaire ne m'ont pas permis de l'atteindre. C'est sans doute un chantier qu'il conviendra de réouvrir dans les prochaines années.

Union Sociale : Si l'on s'intéresse aux défis d'avenir, n'y a-t-il pas une réflexion à mener au sujet du dialogue des associations avec les pouvoirs publics ?

Patrick Doutreligne : Il est vrai que si l'on a pu noter des points d'amélioration ces dernières années, l'état du dialogue entre les associations et ▷

© Michel Le Moine

« La vraie révolution sera d'offrir une plus grande place à la participation des personnes accompagnées. Cet objectif concerne aussi bien les politiques publiques et les professionnels de l'accompagnement, que les associations qui doivent faire évoluer leur gouvernance… »

le gouvernement n'est pas de bonne qualité. Nous sommes régulièrement consultés sur les projets de loi et de réformes en cours mais jamais vraiment concertés. L'une des solutions pour être plus entendus est d'arriver à trouver des alliances avec des acteurs qui partagent le même diagnostic. Cela a été la démarche que nous avons menée en étant à l'origine du Pacte du pouvoir de vivre en 2019. Celle-ci nous a permis de travailler avec des acteurs qui ne font pas partie de nos interlocuteurs habituels, comme les syndicats ou les associations de défense de l'environnement, en investissant des champs qui sont proches des nôtres. Bien sûr, ce type d'initiatives suppose de faire des compromis, mais en parlant d'une même voix malgré nos différences, nous donnons à ceux qui nous dirigent le sentiment que la société civile est en mouvement et nous pouvons avoir une vraie influence sur les grandes orientations de notre pays.

Union Sociale : Justement quelles sont les grandes réformes en direction des plus vulnérables qu'il ne faudra pas rater dans les prochaines années ?

Patrick Doutreligne : Les défis sont évidemment nombreux. Je pense tout d'abord aux jeunes pour lesquels de réels efforts méritent d'être menés. Ces derniers ont beaucoup souffert de la crise sanitaire et sont les premières victimes du chômage aujour-d'hui. La lutte contre les inégalités, qu'elles soient sociales ou territoriales, mérite également d'être érigée au rang des priorités. Un autre chantier majeur concerne la préparation d'une loi autonomie que nous attendons depuis si longtemps et qui nous permettra d'opérer la transition démographique de notre pays dans les meilleures conditions. Mais au-delà de tous ces chantiers, la vraie révolution sera d'offrir une plus grande place à la participation des personnes accompagnées. Cet objectif concerne aussi bien les politiques publiques et les professionnels de l'accompagnement, que les associations qui doivent faire évoluer leur gouvernance pour leur permettre de faire entendre leur voix au sein des instances. En opérant ce tournant, je crois qu'elles gagneraient beaucoup en crédibilité et en légitimité.

Union Sociale : Daniel Goldberg est désormais le nouveau président. Quels sont ses atouts, selon vous, pour assumer cette présidence dans les meilleures conditions ?

Patrick Doutreligne : Je suis très heureux que Daniel ait accepté de prendre la présidence de l'Union. Il s'agit de quelqu'un de très militant et compétent qui a fait ses preuves au sein de l'Uriopss Ile-de-France. Son élection a quelque chose d'historique, puisque c'est la première fois, depuis la création de l'Uniopss en 1947, qu'un président d'Uriopss est élu président de l'Union. Cette proximité avec le terrain que Daniel souhaite fermement entretenir sera d'une très grande utilité pour le réseau Uniopss-Uriopss. Nous avons la chance de pouvoir nous appuyer dans les années à venir sur des personnalités membres du Bureau de très grande qualité pour faire vivre notre Réseau, mais aussi Noam Leandri qui préside désormais le Collectif ALERTE ou encore le philosophe et professeur d'éthique Emmanuel Hirsch, qui sera à la tête de notre tout nouveau Comité d'éthique, auquel je participerai. Avec toutes ces personnes de grande valeur, je quitte la présidence l'esprit tranquille, mais pas l'Union pour laquelle je souhaite continuer à m'investir.

Propos recueillis par Antoine Janbon

Un nouveau Bureau pour l'Uniopss

À l'occasion de l'élection de son nouveau président, le 21 septembre dernier, l'Uniopss a renouvelé son Conseil d'administration et son Bureau. Les membres de ce dernier sont désormais : **Daniel Goldberg** (personne qualifiée), président ; **Patricia Sitruk** (personne qualifiée), vice-présidente déléguée ; **Jean-Vincent Piquerez** (président de l'Uriopss PACA et Corse), vice-président représentant les Uriopss ; **Eric Yapoudjian** (ancien directeur général de la Fondation de l'Armée du Salut), vice-président représentant les adhérents nationaux ; **Marc Castille** (membre du Bureau national du Secours populaire français), secrétaire ; **Nelly David** (directrice générale de l'Association Addictions France), trésorière ; **Françoise Mager** (présidente de l'Uriopss Grand-Est), membre du Bureau ; **Pascal Cordier**, (président de l'Uriopss de Normandie), membre du Bureau ; **Dominique Demory** (président de l'Uriopss Hauts-de-France), membre du Bureau ; **Olivier Joël** (administrateur de la Fédération de l'Entraide Protestante), membre du Bureau.